

Les Occidentaux et la guerre de Gaza

Des condamnations en mode mineur...

Marc Schmitz

« Le silence n'est pas d'or ni la parole d'argent. Parole et silence relèvent ensemble d'une harmonie ou participent aux désastres. Il y a des silences vertueux, des silences bienfaisants. Il en est d'autres de pacotille et d'autres meurtriers. La honte est parfois synonyme de silence... » Si ces quelques lignes de la romancière Soazig Aaron sont extraites d'un texte¹ consacré au génocide des Tutsi, elles peuvent facilement être transposées à cet énième épisode guerrier dans la bande de Gaza.

Vu l'ampleur du désastre, on aurait pu s'attendre à une vague d'indignation, mais oui et non... Dans une tribune du *Haaretz*, Desmond Tutu – archevêque et Prix Nobel de la paix sud-africain – évoquait, un brin optimiste, le plus important tollé de l'opinion citoyenne jamais vu dans l'histoire de l'humanité autour d'une seule cause. Le week-end du 16-17 août, de Cape Town à New York, de Sydney à Karachi en passant par Londres, Caracas, Bruxelles, Paris... et Tel Aviv, ils étaient en effet des centaines de milliers à manifester en faveur de Gaza. Une campagne où l'Afrique du Sud fait figure de leader. Pas étonnant puisque nombre de militants de la lutte contre l'apartheid établissent un parallèle entre leur histoire et la situation actuelle des Palestiniens.

Si l'Amérique latine a soutenu en bloc la cause palestinienne – sans doute une allergie instinctive à toute forme d'impérialisme – que penser des réactions du monde arabe ? Fini le temps du « conflit israélo-arabe », puisque plusieurs États de la région ne soutiennent plus vraiment la cause palestinienne. Comme l'Égypte du maréchal Sissi, celui qui dans son pays écrase tout qui, de près ou de loin, ressemble à un Frère musulman, et qui verrait d'un bon

œil la liquidation du Hamas... Si les rues de Tunis, de Rabat ou d'Amman ont vu défiler des citoyens en colère, on est loin des grands rassemblements de jadis.

En Occident : une palette très variée de positions

L'intervention israélienne a été largement dénoncée : dans la rue, nous l'avons souligné ; par des artistes comme Javier Bardem, Penélope Cruz, Pedro Almodóvar, Ken Loach... ; par la première ville d'Écosse, Glasgow, qui hissa le drapeau de la Palestine au mât de la mairie, en signe de solidarité.

La classe politique aussi a réagi mais en ordre dispersé et pas toujours dans le même sens. Dès le 9 juillet, François Hollande a ainsi déclaré qu'il appartenait au gouvernement de Tel Aviv de « prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces ». Pas un mot pour les déjà nombreuses victimes palestiniennes... Autrement dit : un alignement sur la ligne offensive à outrance de la droite israélienne. Elio Di Rupo, Premier ministre belge, a condamné l'« usage disproportionné » de la force. D'autres ont rompu avec l'habituelle prudence diplomatique, comme Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères luxembourgeois. Sur les ondes de la radio Deutschlandfunk, il a utilisé les termes « abject, insupportable et inhumain » pour décrire

Et l'Union européenne dans tout cela ? Dans un premier temps, des déclarations passionnées sur le droit d'Israël à se défendre. Mais le décompte macabre des morts a obligé les responsables européens à changer le ton [...]

Marc Schmitz est responsable du secteur Publications du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) de Bruxelles, depuis 1983. Co-auteur de nombreux ouvrages, il a notamment rédigé avec Damien Vandermeersch *Comment devient-on génocidaire ?* (GRIP, 2013).

la situation à Gaza, a qualifié de « crimes » certaines opérations israéliennes comme le bombardement d'écoles. Avant de conclure que « Gaza était il y a quelques jours encore une prison, c'est désormais devenu un cimetière »².

Mais que pèsent ces mots alors qu'en même temps, la chancelière allemande se montre compréhensive. « Israël a le droit de se défendre³ », disait-elle le 18 juillet. Demander que cela se fasse « de façon raisonnable » n'enlève rien à son soutien implicite. L'alignement de David Cameron sur le gouvernement israélien n'est un secret pour personne et a d'ailleurs poussé la secrétaire d'État Sayeeda Warsi à la démission. « L'approche et le langage du gouvernement sont moralement indéfendables⁴ », se justifiait-elle dans un tweet.

Didier Reynders, chef de la diplomatie belge, publia un communiqué le 31 juillet quand la bande de Gaza était déjà rouge de sang. Il regrettait, certes, les nombreuses victimes civiles mais soulignait aussi que les deux parties ne « peuvent être mises sur le même pied puisqu'il y a d'une part un mouvement terroriste, et d'autre part un État qui a le droit et le devoir de défendre sa population ».

Le regard de Dominique de Villepin est tout autre. Dans une tribune virulente au Figaro, l'ancien ministre des Affaires étrangères, l'homme du « non » à la guerre d'Irak en 2003, rappelait qu'« il n'y a pas en droit international de droit à la sécurité qui implique en retour un droit à l'occupation et encore moins un droit au massacre. Israël ne peut se prévaloir du fait que le Hamas instrumentalise les civils pour faire oublier [qu'il] assassine ces derniers ». Et d'enfoncer

le clou : « Oui, il y a une terreur en Palestine et en Cisjordanie, une terreur organisée et méthodique appliquée par les forces armées israéliennes, comme en ont témoigné de nombreux officiers et soldats israéliens écœurés par le rôle qu'on leur a fait jouer.⁵ »

À l'image de ce qui se passait en Europe, les signaux émis par Washington étaient parfois difficiles à décoder. « Notre alliance est éternelle et nous sommes fiers d'être le plus fort allié d'Israël », affirme depuis des années le président Obama alors que ses relations avec Benjamin Netanyahu sont glaciales. La poursuite de la colonisation et l'échec de la médiation de John Kerry sont autant de pierres d'achoppement. Or, pas plus tard que le 8 juillet, même s'il rappelait l'exigence d'un État palestinien, il persistait dans son soutien inconditionnel à l'État hébreu : « Comme je l'ai répété à maintes reprises, ni mon engagement – ni celui des États-Unis – envers la sécurité d'Israël et le peuple israélien, ne vacilleront jamais et notre soutien à la paix restera toujours la pierre angulaire de cet engagement. [...] Les budgets sont serrés à Washington, mais notre engagement envers la sécurité d'Israël demeure à toute épreuve. Les États-Unis se sont engagés à fournir plus de 3 milliards de dollars chaque année pour aider à financer la sécurité d'Israël jusqu'en 2018.⁶ » Des phrases prononcées le jour même où débutait l'offensive...

Fin juillet, quelques heures après avoir fermement condamné l'attaque d'une école de l'Organisation des Nations unies (ONU) à Gaza, les Américains réapprovisionnaient Israël en munitions – une vente qui ne nécessitait pas l'accord du président – tout en bloquant l'exportation de missiles...



Démonstration contre la guerre à Bruxelles
(© Marc Schmitz)



© Shareef Sarhan/UN Photo

Et l'Union européenne dans tout cela ? Dans un premier temps, des déclarations passionnées sur le droit d'Israël à se défendre. Mais le décompte macabre des morts a obligé les responsables européens à changer le ton, à froncer les sourcils...

« Nous avons déjà vu trop de morts de civils, dont beaucoup d'enfants comme ceux tués sur une plage de Gaza »⁷, a déploré la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton fin juillet. Allusion aux quatre gosses âgés de 9 à 11 ans, fauchés par deux tirs d'obus israéliens alors qu'ils jouaient à proximité d'une cabane de pêcheurs. Le 15 août, à l'issue du Conseil des ministres des Affaires étrangères, le communiqué final insistait notamment sur le fait que la situation dans la bande de Gaza était insoutenable et qu'un retour au *statu quo* – le blocus – n'était pas une option. Au moins un progrès dans le discours.

Et pourquoi pas des sanctions ?

Les résolutions de l'ONU non respectées par Israël se comptent par dizaines. Peu d'États au monde affichent un tel mépris pour le droit international. Pourquoi cette inaction de l'Occident alors que face à la politique ukrainienne de Poutine, il trouve le courage de prendre des sanctions. En Irak, ses frappes aériennes sont censées faire reculer les djihadistes de l'État islamique.

Il faut remonter au lendemain de la guerre des Six Jours pour entendre une véritable dénonciation, celle de Charles de Gaulle, pour qui « Israël organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions ; et il s'y manifeste contre lui une résistance qu'à son tour, il qualifie de terrorisme »⁸.

Depuis cette charge du général, les Occidentaux se sont toujours montrés fort conciliants avec l'État hé-

breu. Au fil du temps, l'Union européenne a certes critiqué et condamné sans relâche la politique de colonisation, souligné à maintes reprises qu'elle ne reconnaîtrait aucune modification unilatérale apportée aux frontières d'avant 1967. Mais elle s'est toujours gardée de passer des paroles aux actes. Très récemment, Laurent Fabius, l'un des ministres européens les plus influents, suggérerait qu'une solution globale devrait être « imposée » aux parties. Mais qui voudra la mettre en œuvre ?

Depuis 2006, l'Occident refuse de négocier avec le Hamas, cette organisation qualifiée de « terroriste ». Mais n'est-ce pas un prétexte pour ne pas agir ? Lorsqu'on est diplomate, on ne négocie pas seulement avec des partenaires « fréquentables », avec des régimes qui partagent les mêmes valeurs ; on parle avec toutes les parties au conflit. En Afghanistan, les Américains qui sont sur le départ rencontrent bien les Talibans, en vue de « préparer » l'avenir. Un accord sur la question du nucléaire iranien aurait-il été imaginable sans que l'on en débâte avec Téhéran ?

Mais Européens et Américains veulent-ils vraiment rompre avec cette situation profondément inéquitable que l'on appelle *statu quo* ? Un *statu quo* très relatif puisque la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem se poursuit, telles des métastases qui éloignent chaque jour un peu plus la solution à deux États. Et forcément toute perspective de paix. « La communauté internationale a largement sa part de responsabilité dans la catastrophe actuelle. Depuis une vingtaine d'années, elle a laissé les négociations israélo-palestiniennes agoniser », relève sur son blog Charles Enderlin, le correspondant de *France 2* en Israël (29 juillet).

Une neutralité de façade

Les Occidentaux n'ont certes pas donné leur feu vert pour la dernière incursion meurtrière en terre gazaouie mais à lire Amira Haas (*Haaretz*), « ils l'ont déjà donné en 2006, quand ils ont été le fer de lance du boycott contre le gouvernement du Hamas⁹ ». Le mouvement qui prenait la tête de Gaza jouissait alors d'une légitimité populaire. « Le Hamas avait remporté les élections en 2006, rappelle Baudouin Loos. Non pas avec le programme de "détruire Israël" qui figure dans sa charte de 1988. Il avait gagné parce que le Fatah d'Arafat puis d'Abbas avait échoué à libérer la Palestine du joug israélien.¹⁰ » On peut rajouter que les électeurs ont aussi voulu sanctionner l'Autorité palestinienne, incapable d'éradiquer la corruption et d'améliorer leur vie quotidienne.

Faut-il rappeler qu'un gouvernement comprenant des membres du Fatah et du Hamas voyait le jour en

mars 2006? Il est illusoire de penser pouvoir avancer vers la démocratie en excluant les islamistes mais leur arrivée au pouvoir sema le doute et la crainte au sein de la communauté internationale. Celle-ci conditionnait dès lors la poursuite de son aide au respect des accords d'Oslo, autrement dit: le refus de la violence et la reconnaissance de l'État hébreu par le Hamas. Ce dernier accepta mais en échange d'une «paix par étapes» qui devait se traduire par un retrait israélien des territoires conquis en 1967. Offre rejetée... et un Hamas qui endossait le rôle du méchant. Le 11 avril, l'Union européenne annonçait l'arrêt officiel des subventions directes destinées à l'Autorité palestinienne, déjà exsangue. Les Américains ont emboîté le pas. Ces choix ont contribué à aiguillonner le mouvement islamique vers des voies extrêmes et désespérées. Et ont directement participé à l'enfermement de la bande de Gaza et à un blocus aux conséquences dramatiques pour toute la population. Une punition collective strictement interdite par les conventions de Genève!

Dans une organisation comme l'Union européenne, le «Proche-Orient», comme tout autre dossier, est bien évidemment confié à tel service ou telle personne. Il est des choix qui en disent long... «En matière d'audace diplomatique, écrit Benjamin Barthe, journaliste du Monde, il est un jeu cruel: taper "Marc Otte" dans le moteur de recherche de Google. Ce diplomate belge fut le représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Proche-Orient pendant huit ans, de 2003 à 2011. Quelque chose comme un super-ambassadeur, avec compétence sur toute la région. Cela ne vous dit rien? À Google non plus. Seulement deux occurrences apparaissent, dont une notice Wikipedia de cinq lignes. Pour un homme qui était censé, selon ses propres mots, donner une visibilité, une présence et une impulsion à la politique européenne dans la région, le constat est pour le moins embarrassant.¹¹» Notons qu'il avait été entre autres ambassadeur de Belgique à Tel Aviv...

Un choix encore plus contestable est celui de Tony Blair comme envoyé spécial du Quartet (UE, ONU, Russie, États-Unis) en juin 2007. La mission de médiateur dans le processus de paix israélo-palestinien était ainsi confiée à un ancien membre des «Amis d'Israël dans le Labour», celui-là même qui s'était lancé aux côtés de George Bush dans cette désastreuse aventure guerrière en Irak. Un homme définitivement décrédibilisé, pas seulement dans le monde arabe. Il passait une semaine par mois au Moyen-Orient, trop occupé par ses conférences données un peu partout – avec des cachets jusqu'à 500 000 dollars –, ou ses conseils à la banque JP Morgan Chase. En janvier 2009, huit jours après le lance-

ment de l'opération «Plomb durci» et vu les massacres à grande échelle, le Premier ministre britannique, Gordon Brown était interrogé sur la réaction de M. Blair. «Tony est en vacances en ce moment», se sont-ils vu répondre.

Les décideurs européens rétorqueront que leur aide dans les territoires palestiniens est la plus élevée au monde. C'est vrai mais ce peuple depuis si longtemps humilié, martyrisé, désespéré... a aussi faim de justice, de dignité. Et de frontières sûres et reconnues.

Le partenariat privilégié de l'Union avec Israël¹² a été conclu au nom des valeurs communes en matière de démocratie, de droits de l'Homme et de respect de la Charte de l'ONU. L'État hébreu sort souvent des clous mais les compteurs à Bruxelles affichent invariablement «Zéro sanction». Si l'Europe croit encore en un règlement du conflit par voie diplomatique, pourquoi n'a-t-elle pas réagi, avec vigueur, aux propos de Benjamin Netanyahu qui, le 11 juillet dernier, déclarait «explicitement qu'il ne pourrait jamais – jamais – admettre un État palestinien pleinement souverain en Cisjordanie¹³»?

Difficile de mettre tous ces «mauvais points» sur le dos de la mécanique communautaire – réunir le consensus des Vingt-Huit – qui grippe souvent la machine européenne. Les moyens de pression, tant politiques qu'économiques, existent et offrent à l'Union la possibilité de passer du rôle de spectateur à celui de médiateur. Encore faut-il le vouloir... ♦

1 *Écrire pour le Rwanda*, Coopération par l'éducation et la culture, Bruxelles, 2014.

2 «Das Gebiet wird zum Friedhof», Jean Asselborn im Gespräch mit Friedbert Meurer, Deutschlandfunk, 4 août 2014

3 NTV, 18 juillet 2014.

4 *Saphir News*, 5 août 2014.

5 «Dominique de Villepin dénonce le "massacre perpétré à Gaza" par Israël», www.lemonde.fr, 1er août 2014.

6 «Peace is the only path to true security for Israel and the Palestinians», *Haaretz*, 8 juillet 2014.

7 *La Libre Belgique*, 23 juillet 2014.

8 «Pourquoi de Gaulle a lâché Israël?», *Le Nouvel Observateur*, 22 novembre 1967.

9 «Un feu vert européen pour tuer, détruire et pulvériser Gaza», *Haaretz*, 11 août 2014.

10 «Qui voudra imposer une solution juste au Proche-Orient?», *Le Soir*, 9 août 2014.

11 *Ramallah Dream. Voyage au cœur du mirage palestinien*, La Découverte, 2011.

12 Tsahal mène ses attaques avec du matériel toujours plus sophistiqué, souvent mis au point avec l'aide des pays européens. On pense à l'accord de coopération sur le plan de la recherche dans le cadre du programme Horizon 2020 et qui concerne notamment le domaine de la sécurité.

13 *The Times of Israel*, 12 juillet 2014.